

LA LIBERTÉ

ORGANE OUVRIER, PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES

ABONNEMENTS-VILLE:
Trois mois \$ 0.60
CASILLA CORREO 759

Communications, Correspondance et Abonnements:
CASILLA CORREO N° 759

ABONNEMENTS-PROVINCE:
Trois mois \$ 0.60
CASILLA CORREO 759

BUENOS AIRES, 8 Juillet 1894.

Choses forcées

Envisageant la nouvelle phase où vient d'entrer la lutte contre la bourgeoisie, la *Nacion* dit ceci :

« La discussion vient d'être fermée par ceux-là mêmes qui l'avaient ouverte ».

En effet ; depuis vingt ans les anarchistes l'ont ouverte, cette discussion, dans leurs journaux et dans leurs conférences ; depuis vingt ans les théories anarchistes ont été exposées dans des brochures et des livres. Depuis vingt ans que nous l'offrons, cette discussion, qui donc, parmi les hommes de la bourgeoisie, qui donc, parmi les écrivains de cette presse qui nous insulte, l'a jamais acceptée ?

La discussion est fermée ! — Quand donc les gâcheurs d'encre de la « *Nacion* » se sont-ils préoccupés de savoir si elle était ouverte ? Où est donc le produit des laborieuses recherches faites par eux sur les causes de la misère qui ronge le prolétariat ?

Qu'ils nous montrent une ligne, une seule, où ils se soient occupés des revendications des masses autrement que pour les dénaturer et réclamer des mesures de rigueur pour les combattre !

Ce n'est pas à la presse bourgeoise de nous accuser de fermer la discussion, elle dont le rôle a consisté, jusqu'ici, à ridiculiser, railler, calomnier l'idée anarchiste et ses propagateurs ! Nous avons fermé la discussion ! Est-elle bien sûre, la « *Nacion* », que c'est nous qui l'avons fermée ? Tant que nos réunions

n'ont point été interdites, nos conférences empêchées, nos journaux supprimés, nos livres saisis, nous l'avons provoquée par tous les moyens. Quels sont ceux de nos détracteurs actuels qui se sont présentés dans la lice ? Aujourd'hui, poursuivis, chassés de pays en pays, emprisonnés en masse, les camarades n'ont plus le loisir de défendre par la plume et la parole la cause embrassée ; ils la défendent comme ils peuvent, tous les moyens sont bons et justifiés.

Qui, la discussion est formée, mais c'est vous qui l'avez voulu en nous créant une situation de laquelle nous ne pouvons plus sortir que par des actes.

COMPTONS LA CAISSE !

C'est fini.

L'explosion de douleur causée au « monde civilisé » par la mort d'un homme aussi illustre que celui qu'on vient d'enterrer, est calmée.

Un philosophe que je rencontrais avant-hier et auquel je demandai ses réflexions sur les événements qui ont suivi l'attentat contre Carnot, me répondit :

« J'ai assisté à la pompeuse cérémonie de la cathédrale officieusement par l'archevêque ; j'ai accompagné la colonne des manifestants jusqu'au siège de la légation française ; une fois celle-ci dissoute, je me suis mêlé aux groupes ; je suis entré dans divers cafés où la foule se pressait, et, finalement, je me retirai en compagnie de deux commerçants de mes amis. Malgré tous mes efforts pour deviner, dès le début, le sentiment vrai qui dominait les assistants, je n'ai pu y parvenir. Le masque de ces milliers de figures était impénétrable et je crus, un moment, à une grande sincérité dans la démonstration de deuil de toutes ces âmes accablées. Hélas ! combien je me trompais... Mes deux amis se chargè-

rent de me donner la note juste de la journée.

Nous entrâmes furtivement, comme des larrons, par la porte entrebâillée du négoce dont ils étaient associés. C'était un magasin hermaphrodite où il y avait de tout, boîtes à rubans, étoffes de toutes couleurs, couronnes, bouquets artificiels gisaient dans les caisses ouvertes étalées par terre. La recette avait été bonne, et les deux comptères se frottaient les mains. Voyez-vous, me dirent-ils, il n'y a rien de tel pour faire aller les affaires... 1500 piastres en deux jours... il nous faudrait une secousse pareille toutes les semaines. Et c'est pas rien que nous, tout le monde a « travaillé ». Les chapeliers ont été sur les dents pendant 48 heures occupés à faire reluire les « chefs » de leurs clients ; les tailleurs ont usé leurs fers sur les redingotes fripées ; les coiffeurs ont rasé, peigné, parfumé la moitié de Buenos Aires ; les journalistes ont doublé, triplé leur tirage ; les bouquetiers ont dévasté les jardins ; les marchands de chromos, de médailles commémoratives ont été littéralement dévalisés ; enfin, tous ont eu leur part de l'« aubaine » du coup de pointe de Caserio Sante. Carnot y a gagné le Panthéon et Monseigneur Aneiros 2.000 piastres, montant de la note présentée au comité organisateur de la cérémonie...

J'écoutais, la bouche ouverte, le boniment de mes deux aimables farceurs qui estimaient devant moi la valeur des démonstrations de la foule à une simple opération commerciale qui a réussie et je m'en allais fort éccœuré...

— D'où je conclus ?... fis-je.

— Tout ce que vous voudrez, excepté à la noblesse, au désintéressement et à la pureté des sentiments bourgeois.

Allez, Zola les a bien baptisés tous ces gens-là, et le diplôme de « gredins » qu'il leur décerna leur revenait bien de droit...

— Amen, dis-je.

Et nous nous séparâmes.

MOUVEMENT SOCIAL

50.000 francs ont été votés à main levée, par la Chambre française, pour les funérailles de Sadi Carnot.

50.000 francs ! quand on ne trouve pas un sou pour alléger la misère publique chaque jour grandissante !

Avec cette somme, on pouvait adoucir bien des misères, sécher bien des larmes. Elle était suffisante pour faire vivre largement 60 familles pendant un an. Nos bons députés républicains ont cru plus sage de penser aux morts avant de songer aux vivants. Ils ont bien fait, car ils servent notre cause en aidant à l'éclosion des haines des meurt de faim.

On télégraphie de Chicago que 300 000 employés des chemins de fer nord-américains se sont mis en grève.

Ils demandaient une augmentation de salaire qui leur a été refusée.

Toutes les communications se trouvant interrompues, de même que le trafic des trains, la situation des compagnies est des plus critiques.

Elle le deviendra encore bien davantage si les grévistes sont décidés à aller jusqu'au bout dans leurs revendications. Aussi croyons-nous que ces richissimes, mais vulnérables entreprises, préféreront capituler que de courir les risques de voir leur matériel roulant payer les frais d'une résistance pour ainsi dire impossible à soutenir contre un peu d'entente et de décision de la part des grévistes.

En bons calculateurs qu'ils sont, les directeurs, on peut le croire, n'hésiteront pas à mettre promptement fin au conflit : il est plus avantageux de céder un peu que de perdre mille ou tout.

Une misère atroce règne dans toute la Sicile. Les habitants meurent littéralement de faim. Tel est le rapport envoyé au gouvernement italien par le « pacificateur » de l'île, le général Morra di Lavriano.

Voilà un général bien embarrassé. Le remède est pourtant bien simple et expéditif, c'est celui employé par tous les gouvernements contre ceux qui ne savent pas cacher leurs souffrances : le canon ou la mitrailleuse. Leur voix étouffe les plaintes, noie dans le sang les cris de détresse et les râles d'agonie...

Allons, général ! en avant !
L'ordre est menacé...
Chargez !

A Charleroi, une nouvelle explosion de grisou s'est produite dans les mines. On ignore le nombre des victimes.

Ça serait pourtant intéressant de le mettre en regard de celles causées par les bombes anarchistes.

Mais les bourgeois n'aiment pas ces statistiques-là qui leur crachent leur piogrierie et leurs crimes.

Une prime :

Nous offrons un abonnement à perpé-

tuité à « La Liberté » à la personne qui pourra nous divulguer le sujet de l'entretenu secret que le nouvel habitant de l'Élysée a eu, pendant une demi-heure, avec le défunt président.

Détail important et qui peut mettre sur la voie : « En sortant de la chambre mortuaire, Casimir-Périer était très agité. »

La chasse aux anarchistes a repris de plus belle dans toute l'Europe. En Italie, Espagne, Allemagne, Autriche, et nombreux camarades sont journellement arrêtés, sans motif ; c'est du délire. En France, les prisons sont pleines et la traque continue avec acharnement. A Lyon, près de deux mille compagnons ont été arrêtés en trois jours. A Paris, plus de 500 viennent d'aller rejoindre ceux déjà écroués. On évalue leur nombre à 5 000 pour cette dernière ville seulement !

Une aussi épouvantable situation peut-elle durer ? Nous ne le croyons pas. Elle est trop tendue pour ne pas casser.

Le journalisme bourgeois, dans la personne de Giuseppe Bandi, rédacteur à la « Gazzetta L'ornesa », vient de recevoir une leçon dont ferait bien de profiter les roquets de la dite presse. Celui-ci, qui arrivait bon premier dans les canailleries à commettre vis à vis des camarades, a été *carnoté* dans les bureaux de son journal.

Voilà une muselière qui, croyons-nous, ne pouvait être mieux portée.

On peut considérer comme conclue la fameuse ligue des puissances européennes contre les anarchistes.

Des conférences ont eu lieu tous ces jours entre le chancelier allemand Caprivi et le ministre anglais accrédité auprès de Guillaume le Teuqué. L'envoyé britannique aurait assuré que les autorités de son pays ont donné l'ordre d'expulser dorénavant tous les compagnons qui chercheraient à se réfugier en Angleterre. Crispi, Sagasta et Casimir-Périer ont déjà conclu un pacte par lequel tout anarchiste foulant le sol de leurs pays, serait immédiatement arrêté et expulsé.

Espérons qu'on en arrivera bientôt à des moyens plus efficaces et pratiques. Par exemple à la noyade, par cargaisons entières, en des bateaux vermoulus destinés à sombrer à la première tempête, ou aménagés à l'instar des négriers à double fond par où le chargement humain disparaît, à volonte, dans le mystère des eaux profondes.

Il n'y a que le premier pas qui coûte...

Madame Carnot a refusé la pension à vie que le gouvernement français avait décrétée en sa faveur, ses moyens lui permettant de se passer des libéralités de l'Etat.

Nous le savions bien, comme nous savons également que les libéralités de nos gouvernants n'iront jamais à ceux qui ont réellement besoin, comme, par exemple aux familles des mineurs massacrés par le grisou.

Charité bien ordonnée commence par soi-même... ces Messieurs ont lu l'évangile et s'y conforment.

Ordre et désordre

L'ordre, aujourd'hui, — ce qu'on entend par ordre, — c'est les neuf dixièmes de l'humanité travaillant pour procurer le luxe, les jouissances, la satisfaction des passions les plus exécrables à une poignée de fainéants.

L'ordre, c'est la privation de ces neuf dixièmes de tout ce qui est la condition nécessaire d'une vie hygiénique, d'un développement rationnel des qualités intellectuelles. Réduire neuf dixièmes de l'humanité à l'état de bêtes de somme vivant au jour le jour, sans jamais oser penser aux jouissances procurées à l'homme par l'étude des sciences, par la création artistique, — voilà l'ordre !

L'ordre, c'est la misère, la famine devenues l'état normal de la société. C'est le paysan irlandais mourant de faim ; c'est le paysan d'un tiers de la Russie mourant de diphtérie, de typhus, de faim à la suite de la disette, au milieu des entassements de blé qui filent vers l'étranger. C'est le peuple d'Italie réduit à abandonner sa campagne luxuriante pour rôder à travers l'Europe en cherchant un tunnel quelconque à creuser, où il risquerait de se faire écraser après avoir subsisté quelques mois de plus. C'est la terre enlevée au paysan pour l'élève du bétail qui servira à nourrir les riches ; c'est la terre laissée en friche plutôt que d'être restituée à celui qui ne demande pas mieux que de la cultiver.

L'ordre, c'est la femme qui se vend pour nourrir ses enfants, c'est l'enfant réduit à être enfermé dans une fabrique, ou à mourir d'inanition, c'est l'ouvrier réduit à l'état de machine. C'est le lanternier de l'ouvrier insurgé aux portes du riche, le fantôme du peuple insurgé aux portes des gouvernants.

L'ordre, c'est une minorité infime, élevée dans les chaires gouvernementales, qui s'impose pour cette raison à la majorité et qui dresse ses enfant-pour occuper plus tard les mêmes fonctions, afin de maintenir les mêmes privilèges, par la ruse, la corruption, la force, le massacre.

L'ordre, c'est la guerre continue de l'homme à l'homme, de métier à métier, de classe à classe, de nation à nation. C'est le canon qui ne cesse de gronder en Europe, c'est la dévastation des campagnes, le sacrifice de générations entières sur les champs de bataille, la destruction en une année des richesses accumulées par des siècles de rude labeur.

L'ordre, c'est la servitude, l'enchaînement de la pensée, l'avalissement de la race humaine, maintenue par le fer et par le fouet. C'est la mort soudaine par le grisou, la mort lente par l'enfouissement, de centaines de mineurs déchirés ou enterrés chaque année par la cupidité des patrons, et mitraillés, pourchassés à la baïonnette, dès qu'ils osent se plaindre.

L'ordre, enfin, c'est la noyade dans le sang de la Commune de Paris. C'est la mort de trente mille hommes, femmes et enfants, déshiquetés par les obus, mitraillés, enterrés dans la chaos vive sous les pavés de Paris. C'est le destin

de la jeunesse russe, murée dans les prisons, enterrée dans les neiges de la Sibérie, et dont les meilleurs, les plus purs, les plus dévoués représentants meurent par la corde du bourreau.

Voilà l'ordre !

Et le désordre, ce qu'on appelle le désordre ?

C'est le soulèvement du peuple contre cet ordre ignoble, brisant ses fers, détruisant les entraves et marchant vers un meilleur avenir. C'est ce que l'humanité a de plus glorieux dans son histoire.

C'est la révolte de la pensée à la veille des révolutions, c'est le renversement des hypothèses sanctionnées par l'immobilité des siècles précédents ; c'est l'éclosion de tout un flot d'idées nouvelles, d'inventions audacieuses, c'est la solution des problèmes de la science.

Le désordre, c'est l'abolition de l'esclavage antique, c'est l'insurrection des communes, l'abolition du servage féodal, les tentatives d'abolition du servage économique.

Le désordre, c'est l'insurrection des paysans insurgés contre les prêtres et les seigneurs, brûlant les châteaux pour faire place aux chaumières, sortant de ses tanières pour prendre sa place au soleil. C'est la France abolissant la royauté et portant un coup mortel au servage dans toute l'Europe occidentale.

Le désordre, c'est 1848 faisant trembler les rois et proclamant le droit au travail. C'est le peuple de Paris qui combat pour une idée nouvelle et qui, tout en succombant sous les massacres, lègue à l'humanité l'idée de la commune libre, lui frayant le chemin vers cette révolution dont nous sentons l'approche et dont le nom sera la Révolution Sociale.

Le désordre, — ce qu'on nomme le désordre, — ce sont les époques pendant lesquelles des générations entières supportent une lutte incessante et se sacrifient pour préparer à l'humanité une meilleure existence, en la débarrassant des servitudes du passé. Ce sont les époques pendant lesquelles le génie populaire prend son libre essor et fait en quelques années des pas gigantesques, sans lesquels l'homme serait resté à l'état d'esclave antique, d'être rampant, avili dans la misère.

Le désordre, c'est l'éclosion des plus belles passions et des plus grands dévouements, c'est l'épopée du suprême amour de l'humanité !

Pierre KROPOTKINE.

(Paroles d'un révolté).

Le meilleur des mondes

De Figaro :

« En approchant de la ville, Candide rencontra un homme étendu par terre, n'ayant plus que la moitié de son habit, c'est-à-dire un pantalon râpé. Il paraissait souffrir de la faim et de la soif et versait des larmes abondantes :

— Eh ! mon Dieu ! lui dit Candide, que fais-tu là, mon ami, dans l'horrible état où je te vois ?

— J'attends que la mort vienne me délivrer de mes maux, répondit l'homme.

— Mais comment es-tu arrivé à un tel degré de misère, reprit Candide, dans le pays réputé le plus riche du monde entier ?

— C'est tout une histoire, fit l'homme. J'avais quelque bien, à l'époque où je pris femme. Je montai un petit commerce qui m'eût permis de vivre, si la patente n'eût dévoré la plus grande partie de mes bénéfices, cependant qu'un grand établissement, établi à côté de chez moi, et qui me faisait concurrence, payait une patente dérisoire. Il fallait, en outre, que je payasse un autre impôt sur le maigre revenu que je retirais de mes affaires. Ne pouvant humainement me loger dans un local privé de portes et de fenêtres, je dus encore payer un impôt de ce chef. J'avais des enfants en bas âge. Ma femme les avait nourris tour à tour et s'occupait de les élever, tout en faisant le ménage et la cuisine, car je ne pouvais, dans ma situation, me permettre le luxe d'avoir des domestiques qui, en outre de leurs gages, m'auraient grevé d'un impôt de plus. Ma femme fit un petit héritage. Mais il nous fut contesté. Nous fûmes obligés de plaider. Après un procès qui nous coûta très cher, il nous revint une petite somme qui me permit à peine de payer les droits de succession.

« De mes trois fils, l'aîné est mort aux colonies, dans un combat glorieux pour nos armes. Le second travaillait dans une mine ; il a été arrêté pendant la dernière grève et condamné aux travaux forcés pour avoir frappé un gendarme sur l'ordre de son député. Le troisième, qui a reçu quelque instruction, est devenu anarchiste et va être prochainement guillotiné. Ma fille, seule, a conquis la fortune, mais ce fut au prix de son honneur. Je ne la connais plus. Telle est la situation d'un citoyen dont les ancêtres sont morts pour la liberté, l'égalité, la fraternité, et qui a l'honneur de vivre dans un pays riche, où le peuple est souverain, dont l'armée est nombreuse et aguerrie. Vaudrait-il pas mieux être mort ?

— O Pangloss ! ô Pangloss ! s'écria Candide pleurant et les yeux fixés sur le malheureux, je commence à croire que « tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ! »

L'assassinat industriel

Lorsqu'un misérable être guidé par un cerveau déformé plante un couteau dans le dos d'un passant afin de lui prendre sa bourse, toute la force de la loi est mise en mouvement, gendarmes, président d'assises et bourreau ; ce fauve ne bénéficie même pas de la pitié qu'on accorde au loup traqué et tué dans une battue. C'est de la justice, soit, je ne discute pas, je constate.

Lorsqu'un homme réunit dans un ate-

lier puant ou dans un bureau infect des ouvriers ou des employés qui peinent tous pour lui gagner une fortune, lorsqu'il abrège la durée de leur vie, lorsqu'il rogne sur leur temps et sur leur salaire, lorsqu'il les soumet au despotisme écrasant de la machine ; ne commet-il pas un crime semblable à celui du rôdeur dont je viens de parler ? Est-ce la lenteur du crime qui en assure l'impunité ? Mais alors l'intoxication lente d'arsenic devient donc une action vertueuse ?

J'ai la conscience si singulièrement fruste que je n'arrive pas à trouver la moindre différence entre le coup de couteau *puni* de l'assassin et la mort lente *impunie* à laquelle l'industrialisme condamne ses victimes. Si, pourtant, il y a une différence : c'est que l'assassin *illégal* a du moins le bon goût de ne pas éjaculer à tout bout de champs des sentences de vertus et n'exige pas que l'agonie de sa victime soit respectueuse. Etre un grand industriel cela veut dire être un grand fauve, la renommée de ce monde-là se mesure donc à l'étendue du cimetière qu'il a peuplé.

Ainsi, dans certains milieux, chaque jour, l'ouvrier livre une bataille où il expose sa vie : charpentiers, couvreurs, chauffeurs, mécaniciens, mineurs. Il y en a d'autres « où il n'y a même pas bataille, l'ouvrier est condamné à mort dans un temps donné » ; telles sont les fabriques où il est soumis à l'action des poussières de plomb, du mercure, du chromate de plomb, etc.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que ces accidents sont inévitables, n'allons pas faire intervenir ici la fatalité, le hasard, etc. Toutes ces actions délétères peuvent être évitées, mais elles ne le seront jamais avec la forme sociale actuelle, parce que la question primordiale qui domine tout c'est de gagner de l'argent, or tout ce qui peut éviter les accidents est une augmentation des frais généraux, et tous les hommes d'affaires savent que c'est précisément ces frais que toute exploitation commerciale doit s'attacher à réduire.

Veut-on un exemple ? ce n'est qu'après de nombreuses grèves que les ouvriers fondeurs ont obtenu la substitution de la fécule à la poussière de charbon qui leur encrassait les bronches.

Veut-on des chiffres ? en voici un extrait d'un rapport du Dr Lee, officier de santé de Manchester, et cités dans un discours de J. Chamberlain, maire de Birmingham : « La durée moyenne de la vie humaine à Manchester serait pour la classe aisée : 30 ans ; pour la classe ouvrière : 17 ans. A Liverpool, pour la classe aisée : 35 ans ; pour la classe ouvrière : 15 ans.

Chaque industrie a pour ainsi dire une pathologie morbide spéciale, telle est par exemple la phthisie des fleuriers, celle des ouvriers qui travaillent spécialement le coton. La plaie de la population ouvrière de Lille, d'après Ch. de Freycinet, serait la pratique du filage au mouillé qui met l'ouvrière dans un état permanent d'humidité.

E. RENOULT.

ORIGINE ET HISTOIRE

DU LIVRE DE BAKOUNINE DONT

Dieu et l'État

N'EST QU'UN FRAGMENT

Écrit pour la nouvelle édition anglaise
publiée par le *Commonweal*

Les manuscrits, lettres et autres documents que j'ai consultés pour compiler la Vie de Michel Bakounine, m'ont mis à même de donner la relation suivante d'un ouvrage plus important dont « Dieu et l'État » n'est qu'un fragment. Je ne rapporte ici que de simples faits : la biographie que je prépare en fournira toutes les pièces justificatives.

Le 26 juillet 1870, Bakounine retourna de Genève, en passant par Neuchâtel, à Locarno, d'où il écrivit, au mois d'août et vers le commencement de septembre, plusieurs lettres adressées à G. Blanc, de Lyon, au sujet de la guerre franco-prussienne, et des méthodes révolutionnaires par lesquelles la France devait faire tête à l'envahisseur. Une édition abrégée et post-datée, de ces « Lettres à un Français », fut publiée en 1870. Le 9 septembre, Bakounine partit de Locarno pour Lyon ; il dut quitter cette dernière ville le 29 du même mois et chercher un abri à Marseille.

Pendant tout le mois de septembre et une partie d'octobre, il écrivit d'autres « Lettres à un Français » — non publiées — et le « Réveil des Peuples » (lettres dans le même genre que les précédentes) — non publiées.

La suite des événements en France, la bassesse et la lâcheté de la bourgeoisie française qui, par crainte d'une insurrection populaire, préférait livrer la patrie à des envahisseurs ennemis, acheva de dégoûter Bakounine, en ce moment le point de mire de maintes attaques et calomnies.

En effet, dans une lettre datée de Marseille, il exhale sa profonde tristesse de voir déçu l'espoir qu'il avait nourri d'une Révolution française. Au moment de quitter le pays, il écrivit : « A leurs infâmes calomnies, je répondrai par un petit livre qui assignera aux faits et aux personnes les noms qui leur conviennent. » Avant la fin d'octobre, il quitta Marseille et alla à Gênes et, de là, à Locarno, d'où il écrivit, le 12 novembre, qu'il rédigeait « non un pamphlet, mais un livre complet » qui devait se publier à Genève sous la surveillance d'Ogarov. « Dieu et l'État » a été extrait du manuscrit du livre en question. En voici l'histoire :

Le 29 septembre 1870, avant de quitter Lyon, Bakounine communiqua, dans une lettre à Louis Palix, ses idées sur l'état de la France ; cette lettre, imprimée en partie par O. Testut, dans une de ses compilations réactionnaires, existe en entier dans l'original. Plus tard, Bakounine se servit du commencement de cette lettre comme entrée en matière d'un plus grand manuscrit (qui existe encore) ; ce commencement fut recopié et se trouve en tête de l'« Empire knouto-germanique ».

Au cours de décembre, Bakounine lit le « Cours de philosophie positive » par Comte, et nous trouvons à la marge de sa copie les dates : Décembre 11, 12, 17, 18. Son but, en lisant ce livre, était d'en tirer des références et de le critiquer en plusieurs endroits, d'un manuscrit duquel existent seulement les pages 82 jusqu'à 256 (le reste n'est pas par écrit). Le commencement de ce manuscrit roule sur la conclusion d'une discussion sur la politique française ; après avoir parlé un peu du Socialisme, il entame des discussions philosophiques prises en grande partie d'un ancien ouvrage : « Proposition motivée, etc. », le « Fédéralisme », le « Socialisme » et l'« Antithéologisme » (de 1867-68, qui existe encore en manuscrit et en épreuve). Plus tard, ce même ouvrage fut employé, en partie, pour le vrai manuscrit « Dieu et l'État ».

A la page 107 de ce manuscrit, Bakounine écrivit : « Appendice Considérations philosophiques sur le fantôme divin, sur le monde réel et sur l'homme. » Dans le manuscrit « Dieu et l'État » il renvoie à ce même appendice, comme étant l'appendice de ce livre (page 153 du manuscrit ; page 1, ligne 7 de l'édition française de 1893). Ainsi, ce manuscrit, écrit antérieurement, était destiné à former l'Appendice au livre plus volumineux ; il date, probablement, de novembre ou décembre 1870 jusqu'à janvier 1871 ; il fut destiné, dès le principe, à être le livre lui-même que Bakounine se proposait d'écrire.

Bref, pendant le mois de février et une partie de mars 1871, Bakounine composa le manuscrit définitif de ce livre ; il l'envoya de Locarno à Neuchâtel et à Genève, jusqu'à mars, époque où il alla passer 15 jours à Florence ; en avril il retourna à Locarno ; alors les événements de la Commune de Paris le rapprochèrent du champ d'action. Il alla à Sonvillier et à Locle, dans les montagnes du Jura afin d'être plus près de la frontière française. La défaite de la Commune frustra son ardente attente d'une action ; au mois de juin il s'en retourna à Locarno.

Ce manuscrit — de 340 pages — existe actuellement, pour différentes raisons faciles à concevoir, en partie imprimé, en partie à l'état d'épreuves, et en partie dans l'original, lequel, à l'exception de 3 pages, se conserve encore, quoique disséminé, dans trois différents pays de l'Europe.

I. Les pages 1 jusqu'à 138, publiées (en juillet 1871) — comme l'« Empire knouto-germanique et la Révolution Sociale » — à Genève, imprimerie coopérative, avec « Errata » (publié à Neuchâtel). On possède le manuscrit original, mais je ne l'ai pas encore vu.

II. Les pages 138 jusqu'à 148, à l'état de manuscrit et en épreuves (datées 20 mars 1870 — lisez 1871 ; ce qui montre que le texte fut déjà imprimé en mars, mais les événements de la Commune de Paris empêchèrent, très probablement, sa publication à temps, aussi bien, comme je suppose, celle du reste du livre). Ce commencement de la seconde partie de l'ouvrage s'intitule : « Sophismes historiques de l'école doctrinaire des communistes allemands ».

A la fin de 1872, Bakounine se mit à

écrire de nouveau cette partie (les pages 3 jusqu'à 75 du manuscrit existant) ; je cite quelques extraits de ce texte dans le « Lotta Sociale », de Milan (janvier 1894, traduction italienne).

III. Les pages 149 jusqu'à 210 : « Dieu et l'État », édition de 1893 (dans les éditions françaises la matière originale a été transposée en partie, et selon le manuscrit on lit ainsi : 2-6, 1-2, 6-62 ligne 26). Dans sa traduction, « God and the State », (pages 6-8, 6, 8-34), Tucker a suivi ceci.

IV. Les pages 211, 212, 213, qui correspondent à la page 62, ligne 26 jusqu'à page 63, ligne 16, « Dieu et l'État », 1893, sont perdues ou égarées ; car les pages 149 jusqu'à 247 sont actuellement conservées dans deux pays différents.

V. Les pages 214 jusqu'à 247 : « Dieu et l'État », édition de 1893, page 63, ligne 16 jusqu'à la page 100 ; « God and the State » (édition de Tucker) pages 35 jusqu'à 52.

VI. Les pages 248 jusqu'à 340 (ici il n'y a plus de manuscrit) se trouvent en manuscrit de même que 24 pages d'une autre version du livre, et beaucoup d'autres manuscrits qui donnent des versions — non admises — de quelques parties du texte. Je commençai à en publier des extraits (traduction anglaise), dans « Liberty », mai 1894.

Les idées exprimées dans « Dieu et l'État » sont, en grande partie, basées sur l'ouvrage non publié de Bakounine : « Le Fédéralisme », le « Socialisme » et l'« Antithéologisme » ; il les employa dans ses polémiques avec Mazzini, qui commencèrent peu de temps après la Commune et desquelles on possède plusieurs manuscrits édités et non édités.

« Dieu et l'État », publié d'abord en français, en 1882, à Genève, fut traduit en anglais, allemand, hollandais, italien, espagnol, roumainien et polonais.

Londres, 18 avril 1894.

N.

BIBLIOTHÈQUE DE « LA LIBERTÉ »

MICHEL BAKOUNINE :	
Dieu et l'État.....	0.60
PIERRE KROPOTKINE :	
Le Salarial.....	0.10
L'Anarchie dans l'Évolution Socialiste.....	0.10

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR LA PROPAGANDE

Un groupe de compagnons belges, 3.15 — Le restant de mes écus, 0.50 — P., 2 — X., 5 — D., 0.50 — A. D., 0.50 — Un inconnu, 0.52 — Un changador, 0.50 — X., 0.40 — Un rétractaire, 1 — Une crève la faim, 2 — Un déguenillé, 2 — Vive Santo, 0.50 — François, 1 — Un communalard, 0.50 — Un simple, 0.50. — Total : \$ 20.57.

A ce jour : 356.02 \$.

LA LIBERTÉ

se trouve en vente aux kiosques des places Victoria, Monserrat, Libertad, Laval, Viamonte, Constitution et Once de Setiembre.

Le demander également aux crieurs.